

## Sans hydrocarbures un euro s'achèterait 400 DA



**Une réévaluation du dinar réduirait d'autant le fonds des recettes ayant atteint 54,5 milliards de dollars en fin 2011.**

Les experts de l'Association algérienne de développement de l'économie de marché, Adem, ont levé le voile sur le tableau de bord de l'économie algérienne, «une économie sous perfusion de la rente pétrolière». Presque tous les indicateurs sont au rouge.

A travers cette analyse sur l'économie algérienne, les experts révèlent certaines réalités, selon eux, découlant directement des choix et orientations imprimés par les gouvernements successifs depuis l'Indépendance.

La dévaluation du dinar répond à un artifice lié au camouflage du déficit budgétaire. Toutefois, quelle est la réalité du déficit budgétaire 2011/2012? Selon cette étude, un calcul transparent du budget, doit se faire selon le cours moyen du marché. Il faut surtout préciser les mécanismes de cotation du dinar par rapport notamment au cours du dollar et de l'euro et supprimer le fonds de régulation afin de calculer le budget selon le cours moyen du marché. Actuellement, il existe un écart important entre le cours du dinar sur le marché parallèle (plus de 140 dinars un euro) et la cotation officielle (un euro pour 111 dinars) soit un écart de près de 40%.

Dans ce contexte, les experts ont établi un rapport entre la cotation du dinar et l'évolution du cours des hydrocarbures pour un taux d'environ 70%, 30% étant dus aux phénomènes spéculatifs et aux sections hors hydrocarbures bien que limitées. Sans hydrocarbures, un euro s'achèterait entre 300/400 dinars selon l'offre et la demande.

La fiscalité pétrolière hors Fonds de régulation des recettes, qui était de l'ordre de 20,7 mds au premier trimestre 2011, soit le double de la fiscalité ordinaire, représente 61,24% du budget de l'Etat. Et tout dérapage rampant du dinar par rapport au dollar, les ventes d'hydrocarbures étant reconverties du dollar en dinars, «gonfle artificiellement le fonds des recettes et voile l'importance du déficit budgétaire», souligne-t-on.

Ce fonds de régulation des recettes géré par le Trésor est passé à 4280 milliards de DA fin décembre 2008, à 4 316 milliards de dinars fin décembre 2009 et à 4842 milliards de dinars le

premier trimestre 2011 soit 54,5 milliards de dollars. Or, est-il indiqué, «si on suppose une appréciation du dinar de 50%, le déficit budgétaire dépasserait largement 50/60% du PIB. Il est à préciser, étant entendu que «la technique retenue de la loi de finances est le cours plancher de 37 dinars pour un dollar le cours des hydrocarbures, la différence étant placée dans le fonds de régulation, une réévaluation du dinar réduirait d'autant ce fonds. Bien que la cotation du dollar et de l'euro n'évolue pas dans le même sens, souvent la Banque d'Algérie dévalue simultanément le dinar à la fois par rapport au dollar et à l'euro. Ce dernier renchérisant les importations des produits également écoulés sur le marché national en dinars.

Le taux de croissance officiel hors hydrocarbures de 5/6% a été «permis pour 80% via la dépense publique», est-il indiqué. Contrairement à ce qui est prévalu dans les économies performantes, «le système financier algérien est à dominance public», fait-on remarquer.

Les banques algériennes sont «en surliquidités n'arrivant pas à transformer le capital argent en capital productif», est-il relevé. Après plus de 10 années d'ouverture, le marché bancaire algérien se compose de six banques publiques et de quatorze banques privées.

Cependant, 90% du financement de l'économie algérienne dont 100% secteur public et plus de 77% secteur privé, se font par les banques publiques avec une concentration au niveau des actifs de plus de 39% au niveau d'une seule banque, la BEA, communément appelée la Banque de la Sonatrach.

Seulement 10% du financement de l'économie sont pris en charge par les banques privées, avec une concentration de plus de 52% pour les actifs pour trois banques.

### [L'EXPRESSION](#)